



CHAPITRE 151

LOI CONCERNANT LES SHÉRIFS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des shérifs*. Titre abrégé.

2. Les shérifs sont responsables, envers toute personne, des actes ou des faits de leurs députés ou autres serviteurs agissant d'après leurs ordres, lorsqu'ils ont eux-mêmes nommé ces députés ou autres serviteurs. Responsabilité des shérifs.

Tout shérif a le choix des huissiers qu'il emploie pour agir en son nom dans les différents districts de la province. Choix des huissiers. S. R. (1909), 3469.

3. Relativement à la signification et à l'exécution des brefs de sommation, d'exécution ou autres procédures au civil, à la réception et à la garde des biens et effets sous saisie, ainsi qu'à la réception, à la sûreté et au paiement de tous deniers prélevés en vertu d'un bref d'exécution quelconque, les divers shérifs de la province sont responsables à tous égards et de la même manière que tout huissier, gardien ou receveur de consignations aurait pu l'être, en vertu des lois du Canada avant l'année 1759. Responsabilité des shérifs quant aux exécutions et aux deniers prélevés en vertu des exécutions. S. R. (1909), 3470.

4. Tout shérif est tenu de déposer devant le tribunal, le premier jour juridique de chaque terme de la Cour supérieure dans le district pour lequel il est shérif, un état et un compte exacts et détaillés, sous serment, de tous les deniers qui sont entre ses mains et qu'il a reçus comme shérif, et établissant quand et de qui il les a reçus; de tous ordres et jugements qui lui ont prescrit le paiement de deniers depuis les derniers comptes qu'il a rendus, spécifiant à qui ces deniers sont ou étaient payables; de tous les deniers qu'il a payés comme shérif, dans le cours de cette période, et donnant les noms des personnes à qui ils ont été payés; et de tous les deniers qui n'ont pas été État des comptes, etc., du shérif.

payés, quoiqu'il lui ait été ordonné d'en faire le paiement, et les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été payés.

Dépôt de ces
comptes, etc.

Ces comptes et états doivent être déposés dans les archives publiques du tribunal pour y rester, et il en est fait une entrée dans un registre tenu à cette fin par le protonotaire. S. R. (1909), 3471.

Soin des
prisons.

5. Chaque shérif est tenu de prendre soin et charge de toutes les prisons dans les limites du district pour lequel il est nommé, et il est responsable pour la conduite des geôliers ou gardiens de ces prisons. S. R. (1909), 3472.

Règlements
par les shérifs
à cet effet.

6. Les shérifs doivent faire des règlements généraux, pour le bon ordre interne et la police des prisons situées dans les limites de leurs districts respectifs; pour la conduite des geôliers et autres officiers de justice relativement au soin et à la gouverne des prisons, et aussi pour la sauvegarde, le soin convenable et la protection suffisante des prisonniers qui s'y trouvent détenus pour dettes.

Approbation
des règle-
ments.

Ils doivent soumettre ces règlements pour revision et approbation à la Cour du banc du roi, ou au juge tenant ce tribunal dans le district, si c'est pendant les termes, ou à deux ou plus des juges du tribunal, si c'est pendant les vacances.

Observation
des règle-
ments.

Tout geôlier et tous autres officiers de justice chargés de la garde et de la gouverne des prisons dans les limites de ces districts, sont tenus, séparément et respectivement, d'observer ces règlements susdits. S. R. (1909) 3473.

Responsa-
bilité des shé-
rifs dans les
cas d'évasion
des prison-
niers pour
dettes.

7. Les shérifs sont responsables en dommages et intérêts seulement, de l'évasion des prisonniers renfermés pour dettes dans toute prison sous leur garde ou celle de leurs députés, lorsqu'elle arrive par connivence ou négligence. S. R. (1909), 3474.

Remise des
titres de ven-
te, etc., par
les shérifs à
leurs succe-
seurs.

8. Toute personne qui a agi et a cessé d'agir comme shérif pour un district quelconque, et ses héritiers, exécuteurs, curateurs ou autres représentants légaux, sont tenus de remettre sans délai et de déposer entre les mains du shérif du même district, tous les titres ou actes de ventes de terres ou héritages qui ont été faits par elle en qualité de shérif, ou qui lui ont été transmis par son prédécesseur en office; et tous les brefs, livres publics, registres et papiers qui appartiennent à la charge du shérif, selon le cas, dans les affaires d'une nature civile,

en leur possession, dépôt ou garde, (les jugements de distribution, reçus et pièces justificatives pour le paiement de deniers et autres quittances légales et décharges, et les règles pour l'élargissement des prisonniers toujours exceptés), avec une liste ou un inventaire de ces titres ou actes, brefs, livres, registres et autres papiers, attestés légalement sous serment par les personnes qui en font la remise. S. R. (1909), 3475.

9. Toute personne qui a été ou qui a agi et a cessé d'être ou d'agir comme shérif, ou tout représentant légal d'un shérif, qui refuse ou néglige, sciemment, de remettre et de déposer ces titres ou actes de vente, brefs, livres, registres et autres papiers, avec la liste ou l'inventaire de ces objets, est passible d'une amende de deux mille dollars, dont moitié appartient à la couronne pour les usages publics de la province, et l'autre moitié à la personne qui en fait la poursuite. S. R. (1909), 3476.

Amende dans
le cas de refus.

